

En bref

Fralib Isabelle Pasquet écrit au Président de la République

Isabelle Pasquet, sénatrice PCF des Bouches-du-Rhône, a écrit hier un lettre au Président de la République qui recevra aujourd'hui les salariés de Fralib. A la veille de ce rendez-vous, elle tenait à rappeler à François Hollande les « 700 journées d'un combat de tous les instants pour faire vivre l'espoir de continuer à travailler, à produire en France, sous une marque déposée dans un temps où la concurrence avait encore à voir avec le travail et les compétences des salariés. 700 journées pour faire reconnaître l'absence de fondement juridique aux licenciements économiques, pour faire invalider les décisions de la direction décidément fermée

à tout dialogue avec les représentants du personnel au point de les priver de leurs salaires.. 700 journées à travailler sur un plan alternatif validé par de nombreux experts, à partir des réalités locales, en innovant sur les circuits courts, les sources d'approvisionnement, une démarche qualitative s'inscrivant dans la maîtrise sociale et écologique de nouveaux modes de développement. »

Et de rappeler qu' « Unilever n'a jamais rien lâché que sous la contrainte. » Le temps est donc venu pour la puissance publique de rendre des décisions. Sur les machines, sur la marque, sur le circuit commercial, tous nécessaires à la pérennité de l'entreprise sans que la direction d'Unilever puisse y opposer un quelconque péril pour la poursuite de son propre développement », ajoute-t-elle. Isabelle Pasquet espère que le Président de la République répondra aux inquiétudes des salariés de l'usine de Gémenos « par des propositions tenant compte de ce contexte en même temps que du travail formidable accompli depuis deux ans, malgré les coups tordus manigancés par la multinationale, avec la complicité de l'ancien gouvernement ».

« L'entreprise doit être réquisitionnée »

A la veille de la réception des salariés de Fralib à l'Élysée, aujourd'hui, Jacques Lerichomme, conseiller régional Paca et vice-président du Front de gauche, a écrit une lettre ouverte au président de la République. Dans ce courrier, Jacques Lerichomme rappelle le combat que les Fralib mènent depuis de 700 jours contre Unilever. « En montant un projet viable de coopérative ouvrière, ils démontrent qu'il est parfaitement possible de produire du thé de meilleure qualité tout en respectant les conditions de travail de celles et de ceux qui le cueillent à l'autre bout de la planète, d'utiliser des arômes naturels issus de cultures de proximité plutôt que des produits chimiques ». Ce que l'élu régional « attend du gouvernement de gauche, c'est qu'il ne cède pas devant la volonté de la multinationale Unilever de restructurer toujours davantage, pour accroître toujours plus ses profits, au détriment de l'emploi et des salariés. Si Unilever refuse de céder la marque Eléphant aux salariés, le gouvernement doit proposer la réquisition de l'entreprise. Ce serait un formidable signal envoyé pour contrer l'arrogance de la droite et des multinationales », ajoute Jacques Lerichomme.